

20 MAI 1795 : dernière insurrection des SANS-CULOTTES

« La crise économique tourne au désastre. L'hiver de 1794-1795 est rigoureux. Le gel et le dégel rendent impraticables les routes et les convois de blé ou de riz ont le plus grand mal à parvenir en ville. L'assignat qui n'est plus soutenu par la force coactive plonge. Au printemps de 1795, il est à 8% de sa valeur nominale. Les prix connaissant des hausses vertigineuses : 400% pour la viande, 900% pour les pommes de terre ! [...] Les rapports de police à Paris décrivent tous le même spectacle : chez les restaurateurs, certains festoient, à leur porte, des mendiants meurent de faim et de froid. La prostitution s'amplifie. Le brigandage augmente. Ceux qui ne veulent pas rejoindre les troupes de marginaux se suicident. Chaque jour, des femmes, parfois avec leurs enfants, se jettent dans la Seine du haut des ponts.

Le 1er prairial (20 mai), les sans-culottes tentent une insurrection. La Convention est investie. Le député Féraud, que les insurgés prennent pour Fréron, le chef de la jeunesse dorée, est tué ; sa tête coupée, hissée au bout d'une pique, est présentée au président de la Convention. Que réclament les insurgés ? Du pain, mais aussi l'application de la Constitution démocratique de 1793, toujours mise de côté. Par-là, ils annoncent leur volonté **d'en finir avec tout gouvernement révolutionnaire** « *dont chaque faction, disent-ils, abusa tour à tour pour ruiner, pour affamer et pour asservir le peuple* », et **leur désir de prendre eux-mêmes leur destin en main**. Ils ne feront plus confiance qu'à des hommes qu'ils nommeront eux-mêmes et qu'ils contrôleront étroitement. La Convention tergiverse, gagne du temps, contrôle les espaces de pouvoir que les insurgés n'ont pas pensé à investir, laisse se démasquer des députés montagnards qui se mettent du côté de l'insurrection, rassemble enfin des troupes. Les sans-culottes se replient dans leurs faubourgs ou leurs quartiers, ils tiennent tête aux autorités jusqu'au 4 prairial (23 mai). Ce jour-là, les bataillons des sections modérés de l'ouest de Paris encerclent le faubourg Saint-Antoine. Des soldats encadrés par des généraux, ci-devant suspects de l'an II, pénètrent le quartier, désarment, arrêtent les sans-culottes. Une commission militaire condamne à mort 36 insurgés (parmi eux 6 députés montagnards se suicident), 18 à la

déportation, 34 à la détention. D'avril à juillet, 74 Conventionnels proches de la Montagne seront épurés. Disparaît ainsi le groupe appelé Crête ou Crétois. L'envoi de l'armée dans le faubourg s'accompagne d'une décision déclarant « factieuse » la Constitution de 1793 et lui substituant un nouveau texte qui abandonne toute référence aux droits naturels et imprescriptibles. « Véritable coup d'Etat parlementaire », souligne l'historienne F. Brunel, qui tend à transformer le gouvernement révolutionnaire en un appareil d'Etat autonome.

[...] L'enjeu de défense prit cependant une nouvelle tournure lors des journées de 1795, l'hostilité des insurgés à l'égard de la Convention thermidorienne se révélant particulièrement vive. La garde ordinaire de la Convention étant composée d'une centaine de gardes nationaux et de quelques grenadiers-gendarmes, le Comité de sûreté générale ordonna à l'état-major de la force armée parisienne de former des détachements de 150 hommes par section, faisant également battre la générale, mais il fallut plusieurs heures pour mobiliser les bataillons de sections fidèles à l'Assemblée et ce n'est qu'en fin d'après-midi que la manifestation du 1^{er} avril put être contenue. Renseignés par les informateurs qu'ils possédaient dans les faubourgs, les comités de gouvernement surent en revanche prendre les devants lors de la journée du 20 mai, mobilisant plus rapidement les bataillons fidèles à la Convention, notamment ceux des sections Lepeletier, de la Butte-des-Moulins et de la Fontaine-de-Grenelle. Le lendemain, ils étaient entre 30 000 à 40 000 gardes nationaux et gendarmes à défendre les Tuileries sous les ordres du général Alexis Dubois, le *Courrier républicain* écrivant qu'aucune journée révolutionnaire n'avait vu « de dispositions militaires aussi extraordinaires ». » (pages 275/ 277 ; 131/ 132 de *La Révolution française* de Jean-Paul BERTAUD, Tempus 2004) ;

BOISSY D'ANGLAS prononcera en juin un discours favorable au suffrage censitaire. Echaudé par la Terreur et les dernières insurrections populaires d'avril-mai, il souhaite, comme la plupart des députés « modérés » que le pouvoir n'appartienne plus qu'aux propriétaires :

« Nous devons être gouvernés par les meilleurs ; les meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois. Or, à bien peu d'exception près, vous ne trouverez de pareils hommes

que parmi ceux qui possèdent une propriété, sont attachés au pays qui la contient. L'éducation les a rendus propres à discuter, avec justesse, les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de la patrie. [...] Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est l'état de nature ... » (voir sur <https://books.openedition.org/pur/19741>, un commentaire du discours tiré du livre de Roger Dupuy, *1795 – Pour une République sans Révolution*, PUR 1996) ;

Cf. le texte de **GAVROCHE** (les numéros papiers sont TOUS disponibles au CRAS) n° 1, déposé en Annexe : « **Ventres creux contre ventres dorés** » ; et, plus récent mais non lu, l'ouvrage d'Emmanuel FUREIX, *L'Œil blessé – Politiques de l'iconoclasme après la Révolution française*, Champ Vallon 2019 ...